



Maître d'Ouvrage :

INSERM Délégation Régionale Paris IDF
Centre Est - Biopark – Bâtiment A
8, rue de la Croix Jarry
75013 PARIS

Affaire :

Laboratoire L3 au R+7 du bâtiment R.
Kourilsky

Dossier de Consultation des
Entreprises
CCTL « Clauses Communes Tous Lots »

- Equipe de maîtrise d'œuvre -

Maitre d'œuvre :

C.I. Tech
1 rue de Terre Neuve –
Bâtiment J
91940 Les Ulis
Tel 01.60.14.50.70
contact@c-i-tech.com

Approbation INSERM
Délégation Régionale Paris
IDF Centre Est
Date, Cachet, Signature

Table des matières

1	Généralités	4
1.1	Présentation.....	4
1.2	Caractéristiques du site.....	4
1.3	Objet de l'opération	4
1.4	Document de référence	6
1.5	Décomposition des travaux en lots.....	6
2	Conditions de chiffrage	6
3	Règles d'exécutions générales.....	7
4	Cahier des clauses techniques particulières	7
4.1	Généralités	7
4.2	Documents de référence contractuels	8
5	Spécifications communes à tous les lots	12
5.1	Prestations à la charge des entreprises.....	12
5.2	Vérification des pièces écrites.....	13
5.3	Connaissance des lieux	13
5.4	Démarches et autorisations	14
5.5	Sécurité incendie	14
5.6	Approvisionnement - Stockage.....	14
5.7	Nettoyage de chantier.....	14
5.8	Nettoyage des ouvrages.....	15
5.9	Compte prorata	15
5.10	Synthèse.....	16
6	Liaison entre les corps d'état	16
7	Base vie – Installation de chantier	16
8	Panneaux de chantier – Signalisation – Affichage.....	17
9	Traits de niveau	17
10	Échantillons	17
11	Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux.....	18
11.1	Généralités	18
11.2	Produits de marques.....	18
11.3	Responsabilité de l'entrepreneur	18
11.4	Agréments - Essais - Analyses.....	18
12	Travaux spéciaux	19
13	Conformité à la réglementation Sécurité incendie	19

14	Réservations - Percements - Rebouchages - Scellements - Raccords - etc.	19
15	Protection des ouvrages	19
15.1	Protection des ouvrages des autres corps d'état	19
15.2	Protection par les entrepreneurs de leurs propres ouvrages.....	19
16	Réception des supports	20
17	Remise en état des lieux	20
18	Garantie Parfait Achèvement.....	21
19	Formation MOA.....	21
20	Livraison et stockage.....	22
21	Etudes dues par l'entrepreneur.....	22
21.1	Etudes préparatoires	22
21.2	Etudes techniques	23
21.3	Cotes des plans.....	23
21.4	DOE	23
22	Limites de prestations.....	23

1 Généralités

1.1 Présentation

Le présent document définit les travaux qui seront à réaliser du réaménagement du laboratoire L3 implanté au 7^{ème} étage de la tour R. KOURILSKY sur le site de l'hôpital Saint Antoine à Paris. Ce laboratoire dépend de l'Inserm Délégation Régionale Paris-IDF Centre Est.

Situation :

Inserm sur le site de l'hôpital Saint Antoine
34 rue Crozatier
Bâtiment R. KOURILSKY
75012 PARIS

Bureau d'Étude Technique :

C.I. Tech
1 rue de Terre Neuve – Bâtiment J
91940 LES ULIS

1.2 Caractéristiques du site

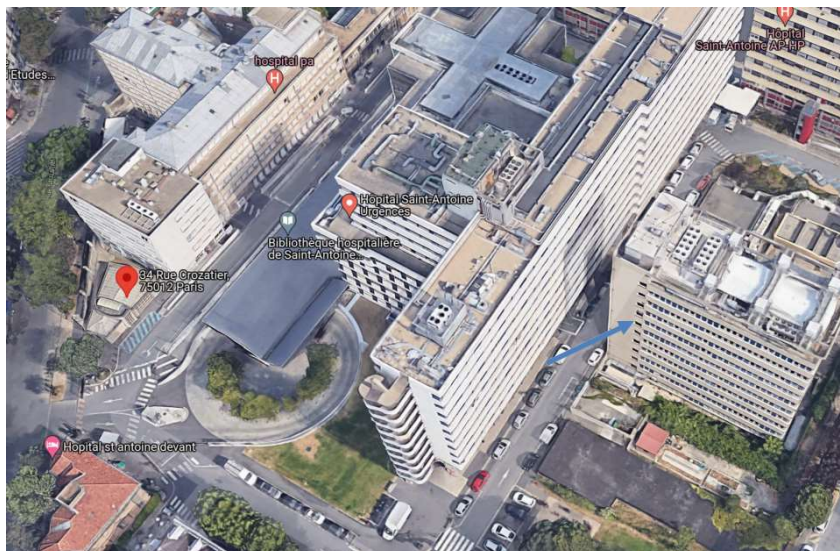
Les entreprises interviendront au 7^{ème} étage d'un bâtiment en zone occupée.

Classement du bâtiment : code du travail.

Les locaux sont réputés exempts de plomb et d'amiante.

1.3 Objet de l'opération

La zone de travaux se situe dans au 7^{ème} étage du bâtiment Kourilsky, implanté au sein de l'hôpital Saint Antoine à Paris. Les niveaux concernés par les travaux sont le R+7 où se situe le laboratoire, ainsi que le niveau R+8 où se trouve le local technique CVC qui lui est dédié.



Ces locaux sont à ce jour désaffectés.

Le projet comprend :

- Élargissement du sas N°2 de sorte à pouvoir y aménager des rangements pour les tenues spécifiques propres et sales,
- Aménagement d'un sas matériel en lieu et place de la porte d'issue de secours,
- Suppression et condamnation des portes donnant accès aux trémies techniques,
- Réglage et vérification des portes,
- Nettoyage et révision des revêtements muraux, compris reprise des joints et des étanchéités des congés d'angles,
- Remplacement des revêtements de sol de la zone,
- Remplacement de la centrale de traitement d'air, de son armoire de régulation et de commande et des réseaux aérauliques en local technique,
- Remplacement de tous les filtres,
- Remplacement des paillasse,
- Ajustement des installations électriques (prises de courant etc.),
- Ajustement des installations de contrôle d'accès et d'asservissement des portes.

Nota :

Il est à noter les points suivants :

- Les locaux auraient nécessité une augmentation de la hauteur sous faux plafonds pour le bon fonctionnement des PSMs, mais ceci est rendu impossible par la hauteur sous dalle disponible,
- L'accès à la zone de lavage n'est pas idéal, la configuration des locaux ne permettant pas de faire autrement,
- Le remplacement des portes n'est pas envisagé car il occasionnerait des dégradations trop importantes des locaux,
- Le projet devra comprendre le remplacement de l'autoclave hors service, remplacement en dehors du périmètre du projet,
- Les équipements scientifiques (PSMs, étuves, centrifugeuses etc.) ne font pas également partie du périmètre du projet.

Hypothèses :

- Il est pris pour hypothèse que les puissances nécessaires sont suffisantes et disponibles à proximité,
- Les locaux et installations ne comprennent pas d'effluents liquides à traiter. Le cas échéant, ils seront collectés et traités par le biais de l'autoclave, qui devra être sélectionné à cet effet.

1.4 Document de référence

Les plans suivants sont joints au dossier de consultation :

Nom du plan	Référence du plan	Indice	Date
Plan Etat des lieux	01-EDL	A	05/22
Plan de dépose	02-DEP	A	05/22
Schéma de principe état des lieux	03-SC-EDL	A	05/22
Plan d'aménagement	04-AM	A	05/22
Plan CFO/CFA	05-EL	A	05/22
Schéma de principe aéraulique	06-SC	A	05/22
Plan CVC R+7	07-CVC	A	05/22
Plan CVC-Electricité R+8	08-TCE	A	05/22
Plan de revêtement de sol/Faux-plafond	09-REV	A	05/22

1.5 Décomposition des travaux en lots

Pour mener à bien ces travaux de rénovation, nous proposons un découpage de l'opération selon l'allotissement suivant :

- Lot Cloisonnement/Faux-plafond
- Lot Cloisonnement/Faux-plafond salle blanche
- Lot Peinture/Revêtement de sol
- Lot Traitement d'air / Plomberie
- Lot Courant fort/Courant faible
- Lot Paillasse

2 Conditions de chiffrage

Le dossier de consultation correspond à un ensemble de documents destinés à aider le soumissionnaire à remettre son prix dans les meilleures conditions.

S'il estime qu'il y a dans le dossier d'appel d'offres des omissions, des erreurs ou des non-conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix.

Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée et annexée à son offre.

A défaut du respect de cette disposition, l'entrepreneur supporterait les charges financières et le cas échéant, les responsabilités judiciaires correspondantes, étant entendu que sa prestation finale devra être conforme à l'ensemble des documents constituant le dossier d'appel d'offres, ainsi qu'à la réglementation en vigueur et aux règles de l'art.

Lors de la remise de son prix, le soumissionnaire s'engagera sur les documents ainsi définis, sachant qu'aucune interprétation des plans d'appel d'offres ne sera possible. Le montant ainsi arrêté, restera dans le cadre d'un marché global et forfaitaire.

3 Règles d'exécutions générales

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art, avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

À ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il sera exigé d'elles un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

L'entrepreneur sera rendu responsable de la qualité et du bon fonctionnement des installations qui lui sont confiées, ainsi que du respect des performances exigées dans le présent document.

Il devra en conséquence, effectuer pour son propre compte et sous sa responsabilité, tous les calculs et les sélections des matériaux, matériels et équipements nécessaires pour lesquelles les précisions du présent document sont à considérer comme indicatives et définissent des prestations minimales.

Il ne pourra en aucun cas considérer les pièces écrites et les plans du dossier d'appel d'offres comme "Bon pour exécution".

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

4 Cahier des clauses techniques particulières

4.1 Généralités

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de la présente opération est constitué de plusieurs documents, à savoir :

- Les clauses communes à tous les lots : présent document ;
- Les cahiers des clauses techniques particulières : un document par lot.

L'ensemble de ces documents, même matériellement dissociés, constitue un ensemble et forme le CCTP contractuel.

Ce CCTP a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif. Même non décrits, tous les détails de construction et ouvrages complémentaires nécessaires à la finition des ouvrages sont dus par l'entrepreneur et font partie intégrante du prix global forfaitaire.

Il est entendu que les plans joints au dossier de consultation (liste des plans au chapitre 2.2) sont des plans directeurs définissant les éléments principaux.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur la soumission ou sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, chaque entrepreneur, par ses compétences professionnelles, devra l'intégralité des travaux nécessaires, au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans, la réglementation, et les normes contractuellement réputées connues.

L'entrepreneur est réputé avoir pu poser par écrit au maître d'œuvre, toutes les questions qu'il aura jugé utiles à la compréhension totale des plans et des termes du devis descriptif.

Chacun des entrepreneurs participant à l'opération est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le CCTP contractuel tels qu'ils sont énumérés ci-avant, et notamment les CCTP de tous les lots.

À ce sujet, il est formellement stipulé qu'en aucun cas un entrepreneur ne pourra opposer entre eux les différents documents constituant le CCTP contractuel.

En tout état de cause, il est précisé que dans le cas éventuel de divergences implicites ou explicites entre ces documents, la décision sera du ressort du maître d'œuvre.

4.2 Documents de référence contractuels

Obligations contractuelles

Seront documents contractuels pour l'exécution du présent marché, tous les documents énumérés ci-après.

Les DTU et les documents ayant valeur de DTU non CCTG mentionnés dans le CCTP des différents lots, ne sont donnés qu'à titre indicatif et non contractuel.

Seront documents contractuels pour le présent marché :

- Tous les documents DTU et les documents ayant valeur de DTU, qu'ils fassent l'objet d'une norme ou non, y compris ceux qui n'ont pas fait l'objet d'un fascicule interministériel CCTG, et ceci par dérogation au Code des marchés publics ;
- Ces documents sont : les cahiers des charges (CC) ou cahiers des clauses techniques (CCT), les règles de calcul, les mémentos, guides, instructions, etc., tous les autres documents ayant valeur de DTU ;
- Les règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'AFAC et figurant sur la liste ;
- Tous autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise en garantie décennale des ouvrages ;
- Toutes les normes NF concernant les ouvrages du présent marché, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.

Les cahiers des clauses spéciales (CCS) des DTU sont applicables uniquement aux marchés privés, et ne sont pas documents contractuels pour les marchés publics, sauf cas expressément visés dans le CCTP.

En ce qui concerne toutefois les articles « Consistance des travaux » ou « Étendue des travaux » figurant dans les CCTP ci-après de certains lots et faisant référence aux CCS, les textes de ces articles sont, par dérogation, contractuels pour les marchés publics.

Connaissance des documents contractuels

Chaque entrepreneur est contractuellement réputé être en possession et connaître parfaitement tous les documents contractuels visés ci-dessus, applicables aux travaux de son marché.

Les entrepreneurs devront, dans l'exécution des prestations de leur marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents.

Par documents de référence contractuels applicables aux présents marchés, il faut entendre tous les fascicules, additifs, mémentos modificatifs, errata, etc., connus à la date précisée au CCAP ou à défaut celle découlant des clauses du CCAG.

Règlementation technique européenne

Directive concernant les « produits de construction »

Directive 89/106/CCE - produits de constructions, transposée en France par le décret no 92-467 du 8 juillet 1992.

Pour le moment, il n'existe pas d'obligation d'employer des produits de construction titulaires de la marque de conformité CE.

Règles « Eurocodes »

Ces règles n'ont pas pour le moment le statut de normes françaises homologuées et ne sont pas documents contractuels du présent marché (sauf spécifications contraires dans le CCTP).

DTU avec statut de norme

Dans un but d'harmonisation européenne, et afin de pouvoir être reconnus par les autres États de la communauté européenne, les documents techniques unifiés (DTU) prennent progressivement le statut officiel de normes.

Ces DTU à statut de normes sont précisés dans les CCTP des différents lots ci-après. Pour certains lots, des normes EN sont visées dans les CCTP.

Ordre de préséance

Dans le cas éventuel de divergence ou de discordance implicite ou explicite entre les spécifications du CCTP et les clauses et prescriptions des DTU et des normes, il est précisé ce qui suit.

En ce qui concerne les DTU ou normes :

- Pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc., ce sont les prescriptions des DTU et des normes qui prévaudront ;
- Pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, ce sont les clauses du CCTP qui prévaudront.

Pour ce qui est des textes « Consistance des travaux » ou autres textes ayant le même objet, figurant dans les DTU, ce sont toujours les spécifications du CCTP qui prévaudront.

Matériaux et produits hors domaine d'application des DTU/CCTG

Pour les matériaux ou procédés non traditionnels ou innovants qui n'entrent pas dans le cadre des documents contractuels visés ci-dessus, les entrepreneurs devront se conformer strictement aux prescriptions et conditions des documents suivants :

- Avis technique ;
- Agréments européens ;
- Ou, à défaut, aux règles et prescriptions de mise en œuvre du fabricant.

Pour les matériaux et procédés n'entrant dans aucun des cas énumérés ci-dessus, la procédure d'appréciation technique d'expérimentation dite procédure ATEX pourra être imposée par le maître d'ouvrage.

Les frais de cette procédure seront à la charge :

- De l'entrepreneur ;
- Du maître d'ouvrage.

Documents réglementaires à caractère général

Les entrepreneurs devront toujours respecter dans l'exécution de leurs travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires, dont notamment les suivants :

- REEF ;
- Code de la construction ;
- Code de l'urbanisme ;
- Les prescriptions techniques éditées par le C.S.T.B. et contenues dans le R.E.E.F. avec les différentes mises à jour et annexes ;
- Les normes françaises (NF) ;
- Les cahiers des D.T.U ;
- Les règles des D.T.U ;
- Le code du travail ;
- Les règlements de sécurité ;
- La note de sécurité ;
- Les prescriptions de la santé publique ;
- Le règlement sanitaire duquel relève la ville de Paris ;
- La réglementation acoustique applicable aux établissements de santé ;
- La réglementation thermique en vigueur ;
- Textes réglementaires sur l'accessibilité aux handicapés ;
- Réglementation sécurité incendie ;
- Textes relatifs à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers ;
- Règlement sanitaire départemental et/ou national ;
- Textes légaux relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement ;
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier ;
- Législation sur les conditions de travail et l'emploi de la main- d'œuvre ;
- Règlements municipaux et/ou de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier ;
- * Tous autres textes réglementaires et lois ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité, etc. ;

NRA : Nouvelle réglementation acoustique

Règlementations particulières :

- Code du travail,
- ERP,
- Arrêté du 16 juillet 2007 concernant les techniques de prévention, confinement sur les laboratoires de sécurité microbiologique,
- Arrêté du 11 juin 2013
- Réglementation Hygiène et Sécurité,
- Code de la santé publique,
- NFS 90-351 d'avril 2013 portant sur les risques de contaminations aéroportées,
- Loi n°2011-302 du 22 mars 2011 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques,
- Ensemble des normes et D.T.U. concernant les installations électriques, notamment NFC 15.100 et textes concernant la sécurité des travailleurs,
- FD S90-155 d'octobre 2012 portant sur les systèmes de distribution pour les gaz médicaux comprimés et vide,
- Réglementation concernant le stockage de gaz : Article L4121-1 à 5, Décret n°2001-1016 du 5 nov 2001 (Art R4121-1 à 4), Arrêté du 4 nov. 1993 (modifié le 19 janv 2014), Décret n°88-1056 du 14 nov. 1988 (modifié le 22 juin 2001), Art R4227-22 / Art R4227-23, Article R4227-24 à 26, Article R4227-28 à 33, Article R.4227-44, Article R4321-1 à 5,
- NF EN ISO 16890 de décembre 2016 portant sur les procédures de tests et le système de classification des filtres à air utilisés dans les systèmes de ventilation générale,
- Instruction technique IT 246 relative au désenfumage dans les établissements recevant du public,
- Ensemble des normes et DTU concernant les installations de plomberie.

Décrets et arrêtés du 28 octobre 1994 et du 9 janvier 1995.

Les entrepreneurs devront respecter ces textes dans l'exécution de leurs marchés.

Coordination sécurité et protection de la santé sur les chantiers

Seront applicables à l'exécution des présents marchés les lois, autres décrets, circulaires et autres textes officiels ayant trait à la coordination sécurité, connus à la date précisée au CCAP ou, à défaut, celle découlant des clauses du CCAG.

L'entrepreneur sera contractuellement tenu de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Il sera responsable de la sécurité de ses ouvriers et devra assurer la sécurité de son personnel, et devra veiller :

- A ce que toutes les règles de sécurité et de protection soient scrupuleusement respectées,
- A ce que soient mis en place tous les dispositifs de sécurité réglementaires (filets anti-chutes, platelages sur trémies, équipement électrique mobile avec les protections, etc...), et en assurer le maintien en bon état de fonctionnement,
- A ce que le personnel utilise les dispositifs de sécurité individuelle (casque, baudrier, antichute, etc....),

En cas de défaut, le Maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage ou le Coordinateur sécurité pourront ordonner l'exécution de telle ou telle mesure de sécurité qu'il estimerait indispensable, aux frais de l'entrepreneur.

Tous les frais en découlant pour l'entrepreneur sont contractuellement réputés compris dans le montant de son marché.

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge dans le cadre des prix de leur marché, l'amenée, la mise en place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements de passage et de sécurité au droit des tranchées de canalisation, notamment :

- Toutes les passerelles avec ou sans garde- corps, selon le cas ;
- Toutes les barrières, garde-corps et autres protections nécessaires ;
- La signalisation de jour et de nuit ;

Et tous autres équipements de sécurité qui s'avéreraient nécessaires.

5 Spécifications communes à tous les lots

5.1 Prestations à la charge des entreprises

Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront implicitement :

- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché ;
- L'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;
- L'établissement des plans d'exécution ;
- Les notes de calculs ;
- Les détails et les caractéristiques des matériels proposés ;
- Tous documents indispensables à la parfaite définition et exécution des ouvrages et à la mise en œuvre coordonnée de l'ensemble des ouvrages impliqués ;
- L'établissement d'un planning détaillé pour la diffusion des études par corps d'état ;
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- La fixation par tous moyens de leurs ouvrages ;
- L'enlèvement de tous les gravois de leurs travaux et les nettoyages après travaux ;

- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;
- La remise de toutes les instructions et mode d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements ;
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuit, etc., nécessaires pour respecter les délais d'exécution ;
- La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier ;
- Tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

L'ensemble des documents transmis par l'entrepreneur devra être soumis avant toute exécution aux vises de la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage, le coordinateur SSI et du Contrôleur Technique.

Chaque entrepreneur devra les exemplaires des plans, notes de calculs et notices explicatives nécessaires à leur approbation.

Le nombre exact de diffusion des documents sera déterminé par le CCAP. De plus, les dispositions définies dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) devront être respectées.

5.2 Vérification des pièces écrites

Tout entrepreneur admet sa parfaite connaissance du projet par le seul fait de soumissionner. Il doit connaître les pièces contractuelles.

Après examen, il doit nécessairement signaler au Maître d'œuvre tout élément susceptible d'exercer une influence sur l'établissement du projet définitif, faute de quoi il sera réputé s'être engagé à subvenir à toutes prestations de son domaine d'activité, obligatoires à la perfection de l'achèvement de l'ouvrage même si celles-ci ne sont pas explicitement décrites ou dessinées.

Il doit proposer également, en temps utile, au Maître d'œuvre, toutes modifications aux dispositions du projet qui permettraient d'améliorer la qualité des travaux de sa profession ou de l'ensemble du bâtiment, sans que le prix forfaitaire ne soit modifié.

5.3 Connaissance des lieux

Les entrepreneurs sont réputés par le fait d'avoir remis leur offre :

- S'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant, en quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

5.4 Démarches et autorisations

Il appartiendra aux différents entrepreneurs d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc., nécessaires à la réalisation des travaux.

Copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre.

5.5 Sécurité incendie

L'entrepreneur du lot n°1 devra implanter son chantier de façon à permettre en permanence l'intervention des sapeurs-pompiers.

Les différents combustibles nécessaires au bon fonctionnement du chantier devront être stockés dans des lieux palliant tous les risques de propagation du feu ou d'explosion.

Prévoir des extincteurs à proximité.

5.6 Approvisionnement - Stockage

L'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires pour l'approvisionnement, la manutention et le stockage de ses matériaux, ceci entre les lieux d'arrivée et les lieux de mise en œuvre.

En cas de mauvais temps, il devra exécuter éventuellement un bâchage complémentaire aux parapluies lui permettant de poursuivre l'avance des travaux malgré les intempéries, afin de respecter le planning d'exécution.

5.7 Nettoyage de chantier

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local, ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

Chaque entrepreneur aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage et la mise en tas à l'emplacement prévu à cet effet aux abords du chantier. Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façades, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

De plus, et à raison d'une fois par mois au minimum, l'entrepreneur du lot « Gros œuvre » devra effectuer un nettoyage et balayage général de la construction. Il aura également à sa charge l'enlèvement à la décharge publique des gravois de tous les corps d'état mis en tas à l'extérieur du bâtiment.

Seront également à la charge du lot « Gros œuvre », le nettoyage et le maintien en bon état de propreté des abords du chantier.

L'entrepreneur devra mettre en place une ou plusieurs bennes selon besoins, pour recevoir les gravois, emballages et tous autres déchets provenant des travaux de tous les corps d'états.

Cette ou ces bennes devront être remplacées au fur et à mesure de leur remplissage. L'emplacement de cette ou de ces bennes sera défini pendant la période de préparation.

Tous les frais consécutifs à cette ou ces bennes resteront à la charge de l'entrepreneur du lot « Gros œuvre ».

Tous les frais de nettoyage resteront à la charge de chaque entrepreneur, le lot « Gros œuvre » ayant en plus à sa charge le nettoyage mensuel, l'enlèvement de tous les gravois et le nettoyage des abords.

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage pourra à tout moment faire procéder par l'un des entrepreneurs de l'opération, ou par une entreprise extérieure de son choix, aux nettoyages et sorties de gravois ; les frais en seront supportés par l'entrepreneur en cause.

5.8 Nettoyage des ouvrages

Après l'exécution de ses travaux, chaque entrepreneur devra le nettoyage de ses ouvrages ainsi que l'enlèvement de toutes les projections provenant de ceux-ci.

Ces nettoyages sont effectués au moyen de produits appropriés de manière à ne pas altérer ses ouvrages, ni ceux des autres corps d'état.

L'entrepreneur aura également à sa charge, en fin de chantier, la démolition, la dépose, l'enlèvement des protections provisoires ainsi que tous travaux de nettoyage subséquents, sur ordres consignés de la Maîtrise d'œuvre et ce indépendamment du nettoyage général de réception du bâtiment.

5.9 Compte prorata

Un compte prorata sera mis en place, permettant de prendre en charge les dépenses communes nécessaires à la bonne tenue du chantier.

L'entreprise du lot n°4 aura à sa charge la gestion du compte prorata, qui correspondra à 2% du montant du marché HT, compris les honoraires liés à la gestion de ce compte.

Chaque entreprise devra faire apparaître dans son offre, le montant dédié au compte prorata pour son lot.

Ce compte rémunèrera toutes les dépenses communes ayant pour but d'assurer la bonne marche du chantier :

- Consommation d'eau,
- Dépenses d'énergies nécessaires aux installations de chantier,
- Consommations téléphoniques,
- Nettoyage du bureau et des installations communes,
- Gestion des déchets de chantier,
- Frais de réparation et de remplacement des fournitures mises en œuvre détériorées ou détournées, dans le cas où les personnes responsables de ces faits ne seraient pas identifiées,

Ne seraient en aucun cas compris dans ces dépenses, toutes les fournitures et ouvrages destinés à être reçus par le maître d'ouvrage ou qui auraient été omis dans les documents du marché.

5.10 Synthèse

La cellule synthèse sera réalisée par le lot « CVC » et pilotée par la MOE.

Chaque entrepreneur devra fournir ses plans d'exécution et participer à la cellule de synthèse.

6 Liaison entre les corps d'état

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- L'entrepreneur de gros œuvre prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux ;
- Chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre, en temps voulu, toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- Chaque entrepreneur se mettra en rapport, en temps voulu, avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- Chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- Tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

À aucun moment durant le chantier, aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant, ou ne pas fournir des renseignements, ou des plans, ou des dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

7 Base vie – Installation de chantier

La base vie sera mise à disposition dans le bâtiment par la maîtrise d'ouvrage. Cette base vie comprendra : vestiaires, sanitaires, réfectoire.

Les consommations en eau et électricité seront prises en charge par le Maître d'Ouvrage. Cependant en cas de négligences des entreprises (éclairage non éteint, vanne non entretenue, etc), le maître d'ouvrage se réserve le droit de facturer au forfait les fluides à l'entreprise responsable des incidents.

Les entreprises devront :

- L'entretien journalier de la base vie, avec obligation de contractualiser avec un prestataire spécialisé et compétent,
- L'entretien technique courant de la base vie : remplacement des ampoules, débouchage sanitaire, réparations diverses...

L'entreprise du lot n°01 devra la fourniture et pose de :

- Casiers métalliques autant que nécessaires,
- Bancs,
- Table,

- Réfrigérateur,
- Plaques électriques,
- Micro-ondes.

Le lot n°01 devra également la mise en place de clôtures extérieures autour des zones bennes et stockage en panneaux pleins sur deux mètres de haut. Il devra également tous les systèmes de fixation nécessaires ainsi que les portails d'accès.

8 Panneaux de chantier – Signalisation – Affichage

Exécutés à la charge exclusive de l'entrepreneur titulaire du lot n°1 suivant les dispositions prises par l'OPC notamment dans la N.O.C, pendant toute la durée du chantier TCE.

9 Traits de niveau

Au fur et à mesure de l'avancement de la construction, l'entrepreneur du lot n°01 devra, à ses frais :

- Porter à l'extérieur sur les façades le niveau + 1 m du premier niveau ;
- Porter à l'intérieur sur des murs et cloisons bruts, et après l'exécution des enduits, le niveau + 1 m fini au-dessus de tous les planchers et ce, autant de fois qu'il sera nécessaire et à tous les emplacements nécessaires aux autres corps d'état. Il est bien spécifié que ces traits de niveau seront à tracer par le lot n°01 également après exécution des enduits plâtre ou enduits minces exécutés par d'autres corps d'état.

Si pour une raison quelconque, ce trait venait à être effacé prématurément, l'entrepreneur du lot n°01, aurait à le tracer de nouveau à ses frais, autant de fois qu'il serait nécessaire, sur simple demande des intervenants ou de la Maîtrise d'œuvre.

L'entrepreneur du lot n°01, est seul responsable de toutes les conséquences découlant de tracés défectueux.

Le tracé des cloisons de distribution, implantations d'huissieries, châssis et autres sera réalisé en parfaite coordination entre les différents corps d'état.

Après coup, chaque corps d'état réalisera ses propres tracés d'exécution et sera responsable de ses implantations. Les tracés permettront de discerner facilement les traits de l'entrepreneur, des traits des autres corps d'état.

Tous les intervenants seront solidairement responsables des erreurs qui pourraient se produire quant à l'implantation de leurs ouvrages.

10 Échantillons

Chaque entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le maître d'œuvre. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par les signatures visées ci-dessus.

11 Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux

11.1 Généralités

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre, seront toujours neufs et de 1ère qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à l'Avis Technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un Avis Technique.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

11.2 Produits de marques

Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque. Les marques et modèles indiqués ci-après dans le CCTP avec la mention « ou équivalent », ne sont donc donnés qu'à titre de référence et strictement indicatif.

Les entrepreneurs auront toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité, dimensions, formes, aspects, etc.

11.3 Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur étant responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés par le maître d'œuvre, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité.

Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.

11.4 Agréments - Essais - Analyses

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un Avis Technique du CSTB, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet Avis Technique et il devra toujours être en mesure, à la demande du maître d'œuvre, d'en apporter la preuve. L'entrepreneur sera également tenu de produire à toute demande du maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

À défaut de production de ces procès-verbaux, le maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

12 Travaux spéciaux

Dans tous les cas où il est prévu dans le marché certains travaux spéciaux pour lesquels l'entrepreneur titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle, le maître d'œuvre sera en droit d'exiger que les travaux concernés soient sous-traités à un entrepreneur spécialiste qualifié.

Le choix du sous-traitant sera alors à soumettre au maître d'ouvrage pour accord.

13 Conformité à la réglementation Sécurité incendie

Pour tous les matériaux et produits concernés par la réglementation Sécurité incendie, les entrepreneurs devront assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le PV d'essai au feu du matériau ou produit concerné.

14 Réservations - Percements - Rebouchages - Scelllements - Raccords - etc.

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scelllements, rebouchages, incorporation au coulage, etc., nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages.

Dans toutes les maçonneries, tous les trous, percements, saignées, etc., seront exécutés par les entrepreneurs des corps d'état concernés.

Les scelllements, rebouchages, etc., seront toujours à effectuer par l'entrepreneur du corps d'état concerné.

15 Protection des ouvrages

15.1 Protection des ouvrages des autres corps d'état

Chaque entrepreneur, dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis.

Cette prescription s'applique plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparent, aux appareillages électriques, aux revêtements en carrelage, en plastique ou autres, etc., qui ne devront subir aucun dommage, si minime soit-il. Faute de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences.

15.2 Protection par les entrepreneurs de leurs propres ouvrages

Les entrepreneurs de revêtements de sols devront assurer la protection de leurs revêtements de sols jusqu'à la réception. Pour les sols en carrelage, marbre, etc., cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure de bois, ou par tout autre moyen efficace. En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints.

Pour les sols en plastique, parquets, etc., la mise en place de papier fort pourra convenir.

Mêmes spécifications en ce qui concerne les marches des escaliers où le nez de marche devra être protégé plus particulièrement. Les appareils sanitaires devront également être protégés notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.

En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes, qui, du fait de leur position risquent d'être épaufrées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

16 Réception des supports

Les Cahiers des Charges des Documents Techniques Unifiés (DTU) et les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) précisent les tolérances, planimétries, états de surface, arases, etc..., des différents ouvrages à exécuter. Les tolérances ne se cumulent pas. Elles s'appliquent par tronçon par rapport à la finition idéale (tolérance 0).

Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, il appartient au corps d'état qui le prend en charge de le signaler, par écrit au besoin, à la Maîtrise œuvre, qui décide des mesures à prendre. L'Entrepreneur s'engage à s'en remettre à l'arbitrage de cette dernière.

L'exécution des travaux sans réserve écrite implique, ipso facto, l'acceptation des supports et aucune réclamation de tout genre ne pourra être formulée à ce titre par la suite ni après la réception des travaux.

17 Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard :

- Le jour de la réception des travaux,
- Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :
- Chaque entrepreneur enlèvera ses propres installations et matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais ;
- L'entrepreneur de gros œuvre aura, en plus, à enlever, à ses frais, tous les ouvrages provisoires et installations réalisés par ses soins en début de chantier ;

- Cet entrepreneur aura également à enlever toutes les installations de chantier communes, bureaux de chantier, etc., réalisés par ses soins en début de chantier.

Il est, d'autre part, stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition des entrepreneurs ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

18 Garantie Parfait Achèvement

Conformément à la loi no 78-12 du 4 janvier 1978, la période de garantie est de 2 ans à compter de la date de la réception.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder pendant la période de garantie à toutes nouvelles séries d'essais qu'il jugera nécessaires après avoir averti l'entreprise en temps utile.

Durant cette période, l'entreprise est tenue de remédier à tous désordres nouveaux, y compris dans les menus travaux, elle doit procéder à ses frais (pièces et main-d'œuvre) au remplacement de tout élément défectueux de l'installation.

L'entreprise dispose d'un délai de 48 heures sauf accord contraire avec le maître de l'ouvrage pour remédier aux désordres dès la notification de ceux-ci ; passé ce délai, le maître de l'ouvrage peut faire exécuter ces travaux aux frais, risques et périls de l'entrepreneur défaillant.

Toutefois, cette garantie ne couvre pas :

- Les travaux d'entretien normaux ainsi que les matières consommables ;
- Les réparations qui seront les conséquences d'un abus d'usage ;
- Les dommages causés par les tiers.

19 Formation MOA

Cette formation à charge du titulaire, comprendra :

- Présentation des équipements installés, avec visite complète de la totalité des installations et information sur le mode de fonctionnement des installations.
- Formation sur l'utilisation et les possibilités techniques des équipements installés
- Information et formation sur les opérations régulières de maintenances à effectuer

Le maître d'ouvrage provoquera une deuxième séance de formation dans les 6 mois suivant la première journée sur les points s'il aura décidé d'approfondir et qu'il communiquera au titulaire du présent lot. Lors de cette journée, l'entrepreneur s'attardera sur les questions et problèmes rencontrés par le personnel afin d'apporter toute solution ou réponses nécessaires.

L'ensemble des remarques sera pris en compte au niveau du document de synthèse pour sa mise à jour et sa présentation définitive au maître d'ouvrage.

L'entrepreneur se fera accompagner des personnes compétentes dans les divers domaines de ses travaux. La présentation sera réalisée avec un support papier pour chaque intervenant permettant également la prise de notes supplémentaires

20 Livraison et stockage

Chaque entrepreneur devra le transport et le stockage sur le chantier de tous les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation de ces travaux.

Le transport inclura manutentions, appareils de levage, coltinages nécessaires, emballages, protections, installations en cours de transport, de chargement et de déchargement.

Les matériaux approvisionnés ne pourront être retirés pour être employés sur un autre chantier.

Le stockage sur chantier comprendra les installations nécessaires, les protections en cours du chantier, les nettoyages des magasins de chantier avec enlèvement des emballages et déchets aux décharges. L'entrepreneur sera responsable de toutes dégradations et détournements de l'ensemble des approvisionnements.

En cas de gêne à la réalisation des ouvrages, le stockage des matériaux devra être évacué par l'entrepreneur sur simple injonction du Maître d'œuvre. En cas de non-respect de cette injonction, le Maître d'Ouvrage pourra trente jours suivant la mise en demeure, procéder à l'enlèvement des matériaux entreposés dans les locaux, sans poursuites, réclamations ou contestations de la part de l'entrepreneur et à ses frais exclusifs. Aucune indemnité ne sera allouée à l'entreprise pour les déménagements.

21 Etudes dues par l'entrepreneur

21.1 Etudes préparatoires

Durant la période de préparation, l'entrepreneur devra établir et soumettre au Maître d'Œuvre, à la Maitrise d'Ouvrage, au Coordinateur SSI et au Bureau de contrôle technique, toutes les études spéciales nécessaires au bon déroulement des travaux.

Il dressera ces documents à temps pour ne pas retarder le déroulement des travaux et les soumettra à l'approbation du Maître d'œuvre, de la Maitrise d'Ouvrage, du Coordinateur SSI et du Bureau de contrôle auxquels il les diffusera gratuitement.

Ces documents seront soumis à la maîtrise d'œuvre au moins vingt jours avant la mise en exécution, afin de permettre de les contrôler et de les rectifier, mais ne pourront en aucune façon modifier le projet sans approbation du Maître d'œuvre.

L'entrepreneur pourra obtenir, contre remboursement, toutes les séries de documents du dossier de la maîtrise d'œuvre nécessaire à ses études et à la conduite de son chantier. Il devra constamment se préoccuper d'avoir à sa disposition et à celle de son personnel, les plans et détails dans leur plus récente mise à jour. Il veillera également à annuler les exemplaires périmés.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de demander à l'entreprise toutes les justifications complémentaires. Il se réserve également le droit de lui faire supporter toutes rectifications ou modifications sur le dossier d'exécution soumis à l'acceptation dans le cas de non-conformité au projet architectural. L'entrepreneur ne pourra arguer de ces rectifications ou modifications pour motiver un retard dans l'exécution des ouvrages.

L'entrepreneur se conformera aux rectifications que le Maître d'œuvre, la Maitrise d'Ouvrage, le Coordinateur SSI et le Bureau de contrôle jugeront utile d'apporter à ces dessins et en tenir compte dans l'exécution des ouvrages. La vérification des plans par le Maître d'œuvre, la Maitrise d'Ouvrage, le Coordinateur SSI et le Bureau de contrôle ne saurait en rien diminuer la responsabilité de l'entrepreneur.

Les différences plus ou moins légères de cotations, modifications dues à des mises au point ou découlant des besoins de mises en œuvre, etc., ne pourront en aucun cas, être considérées comme ouvrant droit à demande de supplément.

Si avant exécution, des modifications d'implantation, de distribution, de parcours, de canalisations, sont jugées nécessaires pour des raisons techniques ou si elles découlent des besoins de mise en œuvre ne pourront, également, prétendre à supplément.

21.2 Etudes techniques

Chaque Entrepreneur devra sa propre étude technique sur la base du projet du Maître d'œuvre et sous sa propre responsabilité. Il devra donc produire et diffuser tous les documents (plans, études, notes de calcul, etc....) que la Maîtrise d'œuvre jugera nécessaire pour la parfaite définition des travaux à exécuter et leur conformité avec le projet architectural et technique.

Les plans d'exécution devront intégrer les sujétions relevées par la Synthèse Technique avant la présentation pour visa à la Maîtrise d'œuvre.

Seuls les plans d'exécution visés par la Maîtrise d'œuvre, CSSI, MOA et le Contrôleur Technique serviront à exécuter les travaux.

21.3 Cotes des plans

Chaque entrepreneur sera tenu de vérifier avant toute exécution, toutes les cotes portées sur les plans qui lui sont fournis par le Maître d'œuvre. Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans, sauf sur les dessins à grandeur d'exécution.

21.4 DOE

Chaque entrepreneur devra l'élaboration d'un dossier des ouvrages exécutés (plans de récolement, schémas, notices, hypothèses de calculs, etc...).

En cas de non-présentation de ces documents dans un délai d'un mois après réception des ouvrages, une pénalité forfaitaire sera appliquée, sans qu'il y ait besoin de mise en demeure préalable.

Pour chaque lot, le Dossier des Ouvrages Exécutés sera fourni sous clé USB + 2 dossiers papier compris un exemplaire reproductible (pièces écrites, notice et plans).

22 Limites de prestations

Prestations à charge du lot Cloisonnement/Faux-plafond :

- Dépose/Evacuation des revêtements de sol et muraux.

Prestations à charge du lot Cloisonnement/Faux-plafond salle blanche :

- Réservations pour les luminaires pour le lot « Courant fort/Courant faible ».
- Réservations pour les grilles et diffuseurs pour le lot « Traitement d'air/Plomberie ».
- Trappes selon les besoins déclarés par le lot « Traitement d'air/Plomberie ».
- Raccordement sur alimentation électrique pour coffret asservissement.

Prestations à charge du lot Courants forts / Courants faibles :

- Traçage des réservations pour le lot « Gros-œuvre/Second œuvre ».
- Dépose/repose du faux-plafond nécessaire pour le passage des câbles.
- Alimentation au droit des manomètres.
- Alimentation au droit du/des coffrets d'asservissement.
- Percements/Calfeutrements nécessaire au lot dans les cloisons légères.

Prestations à charge du lot Traitement d'air/Plomberie :

- Percements et réservations nécessaires aux passages des réseaux aérauliques dans cloisons à charge du présent lot.
- Plans de réservation et traçage des diffuseurs, grilles d'extraction à fournir au lot « Cloisonnement/Faux-plafond salle blanche ».
- Grutage et manutention des différents équipements techniques.
- Percements/Calfeutrements nécessaire au lot dans les cloisons légères.
- Raccordements des équipements de plomberie, y compris paillasse.